Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

Fiche d'information

JANVIER 1991

15

LE COMMONWEALTH

Cinquante nations établies aux quatre coins du globe font aujourd'hui partie du Commonwealth ou, comme on l'appelle parfois, de la Communauté de nations britanniques. Cette alliance représente un vaste éventail d'États: des pays industrialisés de l'hémisphère nord, des pays en développement du sud, des nations issues de colonies européennes et des nations créées par des populations autochtones.

Les origines du Commonwealth se rattachent à l'histoire de l'Empire britannique. Et pourtant, de par son évolution, cette association de nations diverses a pris une orientation que ses origines impériales ne pouvaient même pas laisser entrevoir. En effet, le Commonwealth ne résulte d'aucun événement en particulier: il découle de la façon dont ces pays, jadis sous domination britannique, ont acquis leur indépendance et leur souveraineté.

Historique

Au tournant du XX^{e} siècle, l'Empire britannique s'étendait à près du quart du globe et comprenait le quart de la population mondiale. Étant une île, c'est forcément outre-mer que la Grande-Bretagne a dû prendre de l'expansion, ce qui a résulté en un très vaste empire. Dans certaines colonies, les pionniers étaient originaires des îles britanniques, alors que d'autres colonies relevaient simplement de la Grande-Bretagne.

À l'origine, le Commonwealth se composait des colonies exploitées par des immigrants britanniques. Avec le temps, elles exigèrent de s'occuper elles-mêmes davantage de leurs propres affaires. Le Canada a été la première colonie à réclamer son autonomie et à obtenir son indépendance en 1867. Puis, ce fut au tour de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Terre-Neuve et de l'Afrique du Sud. Ces États, connus sous le nom de dominions, ont, avec la Grande-Bretagne, constitué les bases du Commonwealth.*

Le mot «Commonwealth» a été employé pour la première fois dans une déclaration officielle, en 1917, à l'occasion d'une réunion de l'*Imperial War Cabinet*. On y lisait notamment que les dominions britanniques constituaient «les nations d'un Commonwealth impérial». Ce terme se voulait une description du rapport unique qui existait entre la Grande-Bretagne et les dominions. L'*Imperial War Cabinet* en est un exemple.

Bien qu'épaulant un effort global de la Grande-Bretagne, chacun des dominions a contribué à sa façon à la cause de cette dernière durant la Grande Guerre. En prévision de la stratégie à planifier, le premier ministre britannique, Lloyd George, a créé l'*Imperial War Cabinet* dont faisaient partie les premiers ministres des dominions et les représentants de l'Inde. C'était là une preuve que le Commonwealth se transformait en une organisation composée de partenaires.

C'est le rapport Balfour, lu à la Conférence impériale de 1926, qui donna le ton des futures relations entre les pays membres du Commonwealth:

> Les dominions britanniques forment des communautés autonomes au sein de l'Empire britannique, chacune étant sur un pied d'égalité avec les autres et ne leur étant d'aucune façon subordonnée... bien qu'unies par une commune allégeance à la Couronne et librement associées en leur

*En 1934, Terre-Neuve est redevenue une colonie de la Couronne. Relevant directement de la Grande-Bretagne, elle perdait ainsi son statut de «dominion». Ce changement s'est opéré à la demande de Terre-Neuve aux prises avec une lourde dette. En 1949, Terre-Neuve et le Labrador formèrent la dixième province du Canada.

Membres du Commonwealth

Antigua-et-Barbuda
Australie
Bahamas
Bangladesh
Barbade
Bélize
Botswana
Canada
Chypre
Dominique
Fidji
Gambie
Ghana
Grenade
Guyane
Inde
Jamaïque
Kenya
Kiribati
Lesotho
Malaisie
Malawi
Maldives
Malte
Maurice
Namibie
Nauru
Nigéria
Nouvelle-Zélande
Ouganda
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Royaume-Uni
Saint-Christophe-et-Nevis
Saint-Vincent-et-Grenadines
Sainte-Lucie
Samoa occidentales
Seychelles
Sierra Leone
Singapour
Solomon
Sri Lanka
Swaziland
Tanzanie
Tonga
Trinité-et-Tobago
Tuvalu
Vanuatu
Zambie
Zimbabwe

92-07900/

qualité de membres de la Communauté de nations britanniques. (Traduction libre)

C'est à cette conférence qu'il a été décidé de créer un réseau de hauts commissaires chargés de rapprocher les pays membres du Commonwealth. Leur rôle allait s'apparenter à celui d'ambassadeur. L'appellation «haut-commissaire» signifiait toutefois que les membres du Commonwealth ne se considéraient pas comme des étrangers les uns par rapport aux autres. Cette pratique d'établir des hauts-commissariats (chapeautés par des hauts-commissaires) entre les membres du Commonwealth se perpétue.

Le Commonwealth de l'après-guerre

La période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a entraîné dans le Commonwealth d'énormes changements. Et qui plus est, il a fini par inclure plus que les seuls dominions développés à l'origine par des pionniers européens.

L'Inde obtint la première son indépendance après la guerre, suivie en cela par nombre de colonies britanniques en Asie, en Afrique et dans les Caraïbes, la plupart choisissant de continuer à adhérer au Commonwealth. Une fois émancipée, l'Inde opta pour le *régime républicain* et refusa de reconnaître au monarque britannique le rôle de chef d'État. Or, comme cela avait été jusqu'alors l'un des principaux liens qui unissaient les membres du Commonwealth, il fut décidé que le monarque britannique ne serait plus dès lors que le chef *symbolique* du Commonwealth.

Avant 1965, c'était d'ordinaire au gouvernement britannique que revenait le soin de convoquer les réunions des chefs d'État du Commonwealth. En outre, il existait des organes spéciaux chargés de s'occuper de questions telles que la coopération scientifique et technique. La création, en 1965, d'un Secrétariat du Commonwealth permit la mise en place d'une équipe internationale de fonctionnaires qui avaient à coeur la bonne marche du Commonwealth dans son ensemble. Le premier secrétaire général fut un diplomate canadien, Arnold Smith, auquel succéda, en 1975, Shridath Ramphal, de la Guyane. Le secrétaire général du moment est le chef Emeka Anyaoku, du Nigéria.

Un des plus importants organes du Commonwealth, après le Secrétariat, est le *Commonwealth Fund for Technical Cooperation* (CFTC), créé en 1971. Le CFTC a vu ses dépenses annuelles passer de moins d'un million de dollars à environ 37 millions de dollars en 1989. Le CFTC subventionne, dans des pays en développement du Commonwealth, des programmes pratiques dans divers domaines, tels que l'expansion des exportations, le développement rural, l'éducation et la formation, et il fournit aussi des compétences techniques dans des secteurs très variés. Récemment, le CFTC a procuré à la Namibie des spécialistes pour l'aider dans sa transition vers l'indépendance face à l'Afrique du Sud; le Fonds l'a ainsi conseillée pour la rédaction d'une constitution et la restructuration de sa fonction publique.

Le clou des activités du Commonwealth, c'est la réunion biennale des chefs de gouvernement des pays membres du Commonwealth. Le climat y est plus détendu et empreint de simplicité que dans la plupart des événements internationaux de ce genre. Les chefs y discutent de questions d'intérêt commun et se penchent souvent sur des études spécialisées produites par le Secrétariat. La rencontre se termine par une déclaration où est souligné ce dont il a été convenu, y compris les futurs objectifs et programmes.

Le Commonwealth moderne ne se résume pas à ces activités et organismes «officiels». En effet, un grand nombre d'associations bénévoles et professionnelles contribuent largement à promouvoir son influence. Elles réunissent des gens venus de partout dans le monde pour partager leurs connaissances techniques et leurs expériences dans divers domaines.

L'avenir du Commonwealth

Même si le Commonwealth s'est révélé capable de s'adapter aux circonstances et aux événements, cela ne s'est pas fait sans difficulté. La question du gouvernement par la minorité blanche en Afrique australe ne cesse de constituer un défi de taille pour le Commonwealth.

En 1961, l'Afrique du Sud a modifié sa forme de gouvernement et a opté pour le régime républicain, puis elle a demandé d'être réadmise dans le Commonwealth à ce titre. Le Canada a alors organisé un mouvement pour l'en exclure, initiative qui a d'ailleurs été couronnée de succès. On a fait valoir que la politique de ségrégation des populations de races différentes (*apartheid*), pratiquée en Afrique du Sud, allait à l'encontre de l'esprit et des réalisations du Commonwealth. À ce jour, des divergences d'opinions existent, surtout entre la Grande-Bretagne et les autres pays membres du Commonwealth, sur la question de savoir quel est le meilleur moyen de remédier à la situation.

En 1965, le gouvernement par la minorité blanche en Rhodésie (connue maintenant sous le nom de Zimbabwe) a unilatéralement déclaré l'indépendance nationale face à la Grande-Bretagne. Cela a donné lieu à des divergences de vues entre les pays membres du Commonwealth, divergences qui ont parfois menacé l'existence même de l'organisation.

Le Commonwealth s'apprête à franchir une nouvelle étape de son évolution. À la dernière réunion des chefs de gouvernement, tenue à Kuala Lumpur, en Malaisie, un comité composé de dix membres a été chargé de réexaminer le rôle du Commonwealth et ses structures. Ce comité, dont le Canada fait partie, doit faire rapport à la prochaine réunion qui se tiendra à Harare, au Zimbabwe, en 1991.

En tant que premier État à joindre l'Union britannique au sein de l'Empire, le Canada est un des membres les plus expérimentés du Commonwealth. Il considère depuis longtemps sa participation au Commonwealth comme un élément clé de sa politique extérieure et contribue — tant sur le plan humain que financier — aux activités du Commonwealth. On s'attend à ce qu'il joue un rôle actif dans la définition de son avenir.

LECTURES RECOMMANDÉES

Canada and the World, vol. 53, nº1, septembre 1987. Numéro consacré au Commonwealth.

Margaret Doxey, *Evolution and Adaptation in the Modern Commonwealth, International Journal*, vol. 45, nº 4, automne 1990.

H. Duncan Hall, Commonwealth: *A History of the British Commonwealth of Nations*, Van Nostrand Reinhold Co., Toronto, 1971.

Les fiches d'information ont pour objet de présenter un précis sur les questions d'actualité intéressant la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits, ou encore de présenter le contexte historique d'événements contemporains. Les fiches d'information sont principalement destinées aux étudiant(e)s et au personnel des dernières années du cours secondaire. Il est permis de reproduire les fiches d'information pourvu que l'ICPSI soit cité comme en étant la source. Pour obtenir d'autres exemplaires des fiches ou une liste des sujets traités dans la série, prière d'écrire à:

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7

Also available in English
ISBN 0-662-96654-6